

**Fiche d'actualité : dégressivité des allocations chômage / Brexit / Crise agricole**

Le 03/02/2016

- **Dégressivité des allocations chômage : une mesure injuste socialement, inefficace économiquement**

Suite aux déclarations successives de Myriam El Khomri, Michel Sapin et Emmanuel Macron, la question de la dégressivité des allocations chômage est revenue sur la table en dépit d'une inefficacité déjà éprouvée par l'expérience.

**En effet, celle-ci a été expérimentée entre 1992 et 2001 et fut abandonnée faute d'effets tangibles sur le retour à l'emploi des chômeurs de longue durée.** Une étude de l'INSEE avait alors clairement mis en évidence son inefficacité, soulignant que le retour à l'emploi des chômeurs était même « ralenti » par la mesure.

La dégressivité des allocations, telle qu'envisagée par le gouvernement, consisterait à réduire progressivement les allocations chômage à partir de la deuxième année, et frapperait donc directement les chômeurs de longue durée, ceux dont la difficulté à retrouver un emploi est la plus forte.

Il faut d'ailleurs rappeler que François Hollande lui-même l'excluait encore en 2014, y voyant, pour le coup à juste titre, une invraisemblance sociale et économique en période de chômage de masse.

Si l'impact sur l'emploi de cette mesure est donc nul ou contreproductif, son impact social est lui, sans aucune ambiguïté, des plus négatifs. Celle-ci accentuerait la précarisation des chômeurs et pénaliserait une population structurellement de plus en plus fragile ; les seniors représentant en effet une part de plus en plus importante des chômeurs de longue durée.

**En réalité, la dégressivité des allocations chômage fait partie du détricotage insidieux et permanent de notre pacte social, conséquence du refus idéologique de s'attaquer réellement au chômage de masse par une autre politique économique qui supposerait, bien entendu, de remettre en cause les dogmes de l'Union européenne.**

Au lieu de jeter sur l'ensemble des chômeurs une suspicion de mauvaise volonté, ce que sous-tend une mesure telle que la dégressivité des allocations, le Front National préconise de lancer un grand plan de lutte contre la fraude qui pénaliserait enfin ceux qui profitent réellement du système. De même, un effort accru doit être fait sur la formation, en lien avec les besoins réels des entreprises.

Enfin, seules de vraies réformes économiques structurelles seraient de nature à recréer de l'emploi dans notre pays et donc à résoudre la question de l'équilibre de l'assurance chômage. Parmi ces réformes, le retour à une monnaie nationale pour doper notre compétitivité, faciliter le financement des entreprises et favoriser le développement d'une industrie innovante, et des services qui en découlent, apparaît comme incontournable. Une grande réforme fiscale, pour plus de justice entre les entreprises, est également indispensable afin de soulager les TPE et les PME accablées de charges et d'impôts.

- **Brexit : l'impasse du gouvernement britannique**

Dans la perspective du référendum organisé au Royaume-Uni pour décider du maintien ou non de ce pays dans de l'Union européenne, et qui aura probablement lieu vers la fin du mois de juin, le gouvernement britannique

dirigé par David Cameron s'est engagé dans une négociation avec les autorités européennes en vue d'un accord définissant les nouvelles conditions de la présence du Royaume-Uni au sein de l'Union européenne.

Cet accord, qui a été présenté dans ses grandes lignes hier, mardi 2 février, a été jugé par David Cameron suffisamment concluant pour lui permettre de défendre le maintien de son pays dans l'Union européenne lors de la prochaine campagne référendaire.

En réalité cet accord est très faible. Il concède vaguement, dans le verbiage habituel et confus des textes européens, quelques entorses au principe de libre-circulation des personnes et étend le droit de regard du Royaume-Uni sur les politiques de la zone euro.

Présenter ce texte comme une victoire, alors qu'il ne change fondamentalement rien à la situation déjà particulière du Royaume-Uni dans l'UE, met en évidence l'impasse dans laquelle se trouve le gouvernement britannique, contraint par la branche conservatrice de sa majorité à un référendum qu'il ne souhaitait pas.

Si l'on compare la mise en œuvre de ce référendum avec la proposition similaire portée par le Front National dans le cas de la France, l'on s'aperçoit que le gouvernement britannique est dans l'insincérité depuis le début et qu'il fait semblant de négocier. C'est donc tout à fait logiquement qu'il n'obtient rien.

**À l'inverse, un gouvernement patriote, résolu à sortir de l'Union européenne en cas de non-retour de sa souveraineté par la négociation, permettrait, lui, des avancées autrement plus significatives : soit qu'il obtiendrait effectivement gain de cause, soit qu'il démontrerait le caractère définitivement irréformable de l'Union européenne.**

- **Crise agricole : la nocivité de l'Union européenne mise au jour**

Depuis plusieurs mois maintenant, les mouvements de colère des agriculteurs se multiplient un peu partout en France. Ils sont le reflet d'une crise profonde qui illustre toute la nocivité de l'Union européenne. Une crise si profonde qu'aucune des mesures d'urgence\* adoptées par le gouvernement n'a pu y venir à bout. (\*Essentiellement des aides financières directes et indirectes, mais superficielles et insuffisantes)

La crise qui ébranle le monde agricole est en effet la somme de multiples difficultés, structurelles et conjoncturelles, liées à l'Union européenne. La première d'entre elles est la concurrence déloyale massive, aussi bien intra que extra européenne, imposée à nos agriculteurs (fermes usines et travailleurs détachés en Allemagne, coût dérisoire de la main d'œuvre dans les pays du sud de l'Europe, distorsion des normes de production, etc.). À celle-ci s'ajoutent pêle-mêle l'interdiction invraisemblable de l'étiquetage, l'embargo russe, la multiplication des normes absolument intenable pour les petites exploitations et qui tendent à bouleverser notre modèle agricole vers une agriculture intensive et déshumanisée.

Cette crise agricole frappe avec une particulière sévérité les éleveurs (notamment de porcs) et les producteurs de lait. À titre d'exemple, et pour montrer toute l'inefficacité aussi bien pratique que juridique des réponses du gouvernement, les acteurs de la filière du porc s'étaient entendus pour un prix d'achat du cochon aux producteurs à 1,40 euro le kilo ; aujourd'hui, les cours du porc sont à 1,08 euro le kilo ! Dans ces conditions, 20% des producteurs de porcs pourraient mettre la clé sous la porte cette année, après déjà 20% de faillites l'année dernière ! Et leurs ennuis pourraient aller encore plus loin puisque la Commission européenne s'est déjà employée à attaquer ce type d'accords pour cause d'entente illégale sur les prix...

**Les agriculteurs français veulent pouvoir vivre de leurs productions**, mais puisque notre marché est saturé de produits étrangers qui tirent les prix vers le bas, cette crise ne peut trouver sa résolution que dans une réforme profonde qui réintroduise des protections tarifaires et normatives sur le marché français. Pour protéger notre modèle agricole, dont la dimension doit rester humaine et respectueuse de l'environnement, il est absolument nécessaire de pratiquer une forme intelligente de protectionnisme agricole.

Dans la même logique, il est tout à fait impérieux de combattre le Traité transatlantique TAFTA qui aggraverait encore davantage la situation de nos agriculteurs, et exposerait les consommateurs français à des produits dont les normes sanitaires et environnementales ne respectent pas les nôtres.

**Enfin, il est parfaitement révoltant d'entendre de nombreux responsables politiques, et parfois même des responsables syndicaux, culpabiliser les agriculteurs français sur l'Union européenne en leur faisant valoir les aides de la PAC, alors c'est cette Europe par sa politique folle qui les tue, et que l'argent de la PAC qu'ils perçoivent est intégralement supporté par le contribuable français.**

Auteur : Joffrey Bollée